

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON AU CÔTÉ DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE, NICOS ANASTASIADÉS :

23 JUILLET 2020 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Bonjour Mesdames, Messieurs, bonjour à toutes et tous.

Je vous remercie Monsieur le président, cher Nicos d'être aujourd'hui à Paris et je suis très heureux de vous accueillir quelques jours après l'accord historique que nous avons conclu à Bruxelles, et au fond, vous venez à Paris alors que nous venons de passer ensemble quatre jours et quatre nuits si je puis dire, ce qui montre toute l'affection que nous nous portons.

Plus sérieusement, nous avons en effet, pendant ces quatre jours et quatre nuits œuvré pour que l'Europe avance et pour faire face à la crise sanitaire, mais aussi économique et sociale, que nous sommes en train collectivement d'affronter, mais aussi, à travers ce budget, ce plan de relance, pour avoir une Europe plus ambitieuse, plus souveraine, car c'en est la condition.

Et cette Europe souveraine et géopolitique, c'est celle que vous ressentez tous les jours dans le contexte difficile qui est le vôtre, celle que vous portez, celle à laquelle je crois. Et c'est pour ça que la présence pour moi, aujourd'hui à Paris, du président Anastasiádes signifie beaucoup. Beaucoup de l'importance pour tous les Européens de nos frontières, de notre souveraineté et tout particulièrement de celle-ci, en Méditerranée orientale.

En effet, dans cette partie de la Méditerranée qui est vitale pour tous nos pays, les questions énergétiques et de sécurité sont aujourd'hui essentielles et elles sont l'enjeu de luttes de puissance, en particulier de la Turquie et de la Russie, qui s'affirment de plus en plus et face auquel l'Union européenne pèse encore trop peu. Ce serait une grave erreur que de laisser notre sécurité en Méditerranée aux mains d'autres acteurs. Cela n'est pas une option pour l'Europe et en tout cas, ce n'est pas quelque chose que la France laissera faire.

Cher Nicos, je veux ici une nouvelle fois redire la pleine solidarité de la France avec Chypre, mais également avec la Grèce, face aux violations de leur souveraineté par la Turquie. Il n'est pas acceptable que l'espace maritime d'un État membre de notre union soit violé ou menacé. Ceux qui y contribuent doivent être sanctionnés et vous savez que vous pouvez compter sur le soutien de la France à ce sujet. L'Europe doit protéger sa souveraineté avec la plus grande fermeté.

C'est le même enjeu de souveraineté auquel nous sommes confrontés en Libye. Nous ne pouvons pas laisser, là aussi, les puissances étrangères quelles qu'elles soient violer l'embargo sur les armes. L'opération IRINI constitue l'une des réponses européennes mais elle doit encore s'affirmer davantage pour gagner en crédibilité. L'autre volet doit être la mise en œuvre de sanctions. C'est la condition nécessaire pour obtenir un cessez-le-feu et enclencher une dynamique réelle vers une résolution politique du conflit libyen. Là aussi, sur ce sujet, la France continuera de pousser.

Plus largement, l'Europe doit entreprendre une réflexion approfondie sur les sujets de sécurité en Méditerranée. Dans cette perspective et pour évoquer l'ensemble des dossiers européens, je serai heureux, cher Nikos de vous accueillir une nouvelle fois en France en compagnie de nos partenaires méditerranéens, à l'occasion d'un sommet des pays du sud de l'Union européenne qu'on appelle « le MED 7 » à la fin du mois d'août ou au début du mois de septembre. Je sais que vous êtes très attaché comme moi au format que je viens d'évoquer, aux discussions que nous pouvons y avoir et je crois qu'elles sont aujourd'hui plus importantes encore qu'hier.

Nous évoquerons aussi dans un instant la relation bilatérale qui est excellente et peut être encore approfondie, notamment en matière de francophonie, de coopération économique. Mais c'est bien le

apprenants, notamment en matière de management, de coopération économique, mais c'est bien le domaine stratégique qui structure notre relation et je veux une nouvelle fois ce matin, remercier les Chypriotes pour l'excellent accueil qu'ils offrent à notre marine avec déjà plus d'une vingtaine d'escales en 2020.

Voilà, mesdames et messieurs, Monsieur le Président, cher Nicos, encore une nouvelle fois merci d'être aujourd'hui à Paris, quelques jours à peine après l'accord de Bruxelles. Merci de cette amitié et comptez sur le soutien plein et entier de la France à vos côtés.